

Silène  
17, Rue Pierre Mendès France - 44602 - ST-NAZAIRE

RECUE EN PREFECTURE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS N°009430

Le 11 décembre 2025

VIA DOTELEC - FAST Actes

**CONSEIL D'ADMINISTRATION DE SILENE EN DATE  
DU JEUDI 11 DECEMBRE 2025**

040542120390-20251211-00034300-02

<b>Délibération n°</b>  <b>7</b>	<b>STRATEGIE FONCIERE – DELEGATION A LA DIRECTRICE GENERALE DU DROIT DE PREEMPTION URBAIN EN APPLICATION DU CODE DE L'URBANISME</b>
--	---

L'An deux mille vingt cinq, le onze décembre, à 15 heures, s'est réuni le Conseil d'Administration en salle du Conseil d'Administration, au siège de Silène, 17 rue Mendès France à Saint-Nazaire, sous la présidence de Monsieur Xavier PERRIN, Président.

**ADMINISTRATEURS PRESENTS :**

M. Xavier PERRIN, Mme Céline GIRARD, Mme Pascale HASSANE, Mme Dominique TRIGODET, M. Jean-Pierre TARAUD, Mme ELIANE VALLEE, M. Alain LE PAPE, M. Philippe LEROUX, M. Nicolas PALLIER, M. Dragan JONOVIC, M. Gérard MALCAVAT, Mme Annie ROBERT, M. Didier RIALLAND, M. Laurent DAUDIN, Mme Valérie GAUTHIER, M. Jean-Pierre CRESPIEN, M. PATRICK LAMOOT, Mme Ghislaine HERVOCHE.

**POUVOIRS :**

M. Claude AUFORT donne pouvoir à Mme Dominique TRIGODET, M. Franck HERVY donne pouvoir à M. Xavier PERRIN, Mme Michèle QUELLARD donne pouvoir à Mme Céline GIRARD, Mme Marie-Claire JOUBERT donne pouvoir à M. Nicolas PALLIER, Mme Chrystelle SORIN donne pouvoir à Mme Annie ROBERT, M. Pierre LE COCQ donne pouvoir à M. PATRICK LAMOOT

**ADMINISTRATEURS ABSENTS EXCUSES :**

**ASSISTAIENT A LA REUNION :**

Madame Sandrine WILLIAMSON, Directrice Générale,  
Monsieur Franck GOURDEL, Directeur Offre Nouvelle,  
Madame Christelle OLIVIER, Directrice Clientèle,  
Monsieur Pierre HELFER, Directeur Administratif et Financier,  
Madame Carole VILBOUX, Secrétaire Générale,  
Monsieur Jean HOUSSET, Directeur de la Valorisation du Patrimoine,  
Monsieur Olivier CORALLO, Chargé de projets transversaux  
Monsieur Olivier PORTEAU, Adjoint au chef de service - chef du bureau logement social et renouvellement urbain - Service logement et rénovation urbaine  
Monsieur Laurent DAUDIN, Secrétaire du CSE

Dans le cadre de sa stratégie de développement en diffus, SILENE se positionne sur des opportunités d'acquisitions foncières.

A cet effet, le Droit de Prémption Urbain (DPU) constitue un outil de développement que le Code de l'Urbanisme permet de déléguer à un organisme d'habitations à loyer modéré.

En application de l'article L.211-2 du Code de l'urbanisme, l'organe compétent pour exercer, par suite d'une telle délégation, au nom de la société, le droit de prémption urbain prévu par le Code de l'urbanisme est le conseil d'administration.

Compte tenu des courts délais de procédure et du nombre de transactions foncières et immobilières, le conseil d'administration ne peut pas se réunir à l'occasion de chaque notification de délégation du droit de prémption urbain.

Afin d'assurer la réactivité nécessaire à ces procédures, il est ainsi proposé au Conseil d'Administration de déléguer l'exercice de ces droits à la Directrice Générale, en vertu dudit Code.

En application des dispositions des articles L.211-2 et L.240-1 du Code de l'Urbanisme, l'EPCI, titulaire du droit de prémption urbain et du droit de priorité, peut déléguer ce droit à SILENE via une décision de son Président, en vertu des délégations en vigueur au sein de Saint-Nazaire Agglomération.

De plus, les articles R.211-5 et R.240-1 du Code de l'Urbanisme autorisent le Conseil d'Administration à déléguer l'exercice de ce droit à la Directrice Générale, qui rendra compte de l'exercice de ces compétences au Conseil d'administration au moins une fois par an.

Cette délégation fera l'objet d'une publication de nature à la rendre opposable aux tiers.

Vu l'exposé qui précède, sous visas pris ensemble des délibérations du Conseil Communautaire du 07 juillet 2020 relative à l'élection du Président de la CARENE, et fixant les délégations d'une partie de ses attributions de l'organe délibérant, d'une part au Bureau communautaire et, d'autre part au Président, ainsi que celle du 04 février 2020 instituant le Droit de Prémption Urbain (DPU) simple et renforcé sur le territoire de la CARENE, et considérant l'article R.421-18 du Code de la construction et de l'habitation, les articles L.211-2 et R.211-5 du Code de l'Urbanisme relatifs au Droit de Prémption Urbain,

En conséquence, il est demandé au Conseil d'administration d'approuver la délégation de compétences à la Directrice Générale du Droit de Prémption Urbain dont l'Office serait délégataire dans les conditions susvisées.

## DECISION

Après en avoir délibéré le conseil d'administration décide de déléguer à la Directrice Générale de l'exercice du droit de préemption urbain renforcé dont l'office serait délégataire dans les conditions susvisées et pour la durée de son mandat.

Cette délégation peut être retirée, à tout moment, par une délibération prise dans les mêmes formes.

La Directrice Générale rendra compte, au moins une fois par an, de son action au conseil d'administration.

Cette délégation fera l'objet d'une publication de nature à la rendre opposable aux tiers.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours devant le Tribunal administratif de Nantes, sis 6 allée de l'île Gloriette - 44041 Nantes dans le délai de deux mois à compter de sa publication. Le Tribunal administratif peut aussi être saisi, dans ce même délai, par l'application [telerecours citoyen](http://www.telerecours.fr) accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

### SEANCE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION :

**Délibération adoptée à l'unanimité.**

**Ont signé : Tous les Membres présents**

Copie RENDUE EXECUTOIRE  
Loi du 2 mars 1982

**Pour copie conforme,  
La Directrice Générale de Silène,  
S. WILLIAMSON**

